

## La vérité, what else

En attendant Nadeau.fr / [Pascal Engel](#) / 18 juin 2019

***La « post-vérité », « mot de l'année en 2016 », désignait à la fois l'atmosphère politique qui a conduit à l'élection de Trump et au Brexit, et, à travers la diffusion massive de fake news, l'ensemble de la culture de l'internet et des réseaux sociaux, et finalement tout notre Zeitgeist, relativiste et vériphebe. Il y a des liens entre tous ces développements, mais ils sont loin d'être clairs. Pour paraphraser Alphonse Allais, il vaut mieux aller à la poste vérifier plutôt que d'aller à la post-vérité.***

---

**Maurizio Ferraris, *Post vérité et autres énigmes*. Trad. de l'italien par Michel Orcel. PUF, 174 p., 15 €**

**Manuel Cevera-Marzal, *Post-vérité. Pourquoi il faut s'en réjouir*. Le Bord de l'eau, 120 p., 12 €**

**Marc Bloch, *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre*. Allia, 48 p., 6,20 €**

---

Bien que la floraison de livres sur la post-vérité soit récente, la notion n'est pas spécialement nouvelle. Les premiers diagnostics d'une désaffection de notre époque pour la vérité, la connaissance et les faits sont venus en particulier des livres de Richard Rorty et de ceux de la *French Theory*, qui ont trouvé que la post-vérité était une bonne chose. Plus tard, Bernard Williams (*Truth and Truthfulness*, 2002, trad. fr. Gallimard, 2006 [1]) ou Ralph Keyes (*The Post-Truth Era*, 2004) ont donné des analyses plus critiques. Mais depuis 2016 plus d'une quarantaine d'essais sont sortis dans toutes les langues, dont ceux de Lee McIntyre (*Post Truth*, 2018), Michiko Kakutami (*The Death of Truth*, 2018), Giovanni Maddalena et Guido Gili Gili (*Chi ha paura della post-verità?* 2018) ou Aså Wikforss (*Alternativa fakta. Om kunskapen och dess fiender*, Stockholm, 2017). Les ouvrages en français dont il est question ici ne forment qu'une petite partie de cette vague déferlante [2].

La « post-vérité » recouvre au moins trois phénomènes distincts, bien que liés : les conséquences sur l'univers des médias et l'espace public de l'internet et des réseaux sociaux, la libération d'un nouveau type de parole politique et publique fondé sur le mépris des faits et du savoir, et la réalisation par l'époque des diagnostics et des prescriptions d'une philosophie postmoderne proclamant la fin de la vérité et des valeurs du savoir : la vérité, c'est comme Capri, c'est fini, nous disent ces prophètes. Mais ces phénomènes ne s'impliquent pas mutuellement, ni ne forment un ensemble cohérent qui pourrait nous faire croire que nous sommes entrés dans une nouvelle ère.

En premier lieu, on a soutenu que la post-vérité désignait la situation, maintenant bien connue, créée par l'invasion des technologies de l'internet dans la production et la

réception d'informations et leurs effets dans l'espace public. Alors même que l'information est supposée accessible par tous et partout, elle devient si abondante qu'elle sature l'espace médiatique et le dérégule. Alors qu'on pouvait, avec les anciens médias, se référer à des sources relativement fiables ou, du moins, vérifier si elles l'étaient, l'abondance des sources a créé une méfiance généralisée, conduisant les consommateurs d'informations à s'en remettre plutôt à leurs propres communautés et à partager cette information avec ceux qui ont les mêmes opinions, notamment sur les réseaux sociaux. Ainsi sont nés les phénomènes de tribalisme et de bulles informationnelles qui ont transformé ce que Marshall McLuhan appelait jadis le *village global* en une myriade de petits hameaux. Sur cette base ont fleuri les phénomènes, eux aussi bien connus, de manipulation de l'information et de tentatives d'invasion de l'espace public à des fins politiques ou de propagande : *trolling*, effets de chambre d'écho des informations, *astrosurfing* (simulation d'un vaste ensemble d'internautes sur un sujet) et autres variétés de pollution et de « cancers informationnels », dont la multiplication et l'omniprésence des *fake news* sont les effets les plus visibles. En plus de cela, la majeure partie de ce que nous savons, aussi bien pour notre connaissance ordinaire que pour notre connaissance savante et spécialisée, est de la connaissance googlée. Et, selon des statistiques récentes, 40 % au moins de ce qui est sur internet est faux, et 60 % produit par des machines et non des humains.

En eux-mêmes, ces développements technologiques et ces changements dans l'univers des médias produisent des effets de perte de confiance dans l'information et une production massive et planétaire de fausseté et de bobards, mais on ne voit pas pourquoi ils créeraient une situation dans laquelle on aurait moins besoin de la vérité, encore moins où la vérité se trouverait, comme on le dit souvent, indistinguable de la fausseté et de la fiction, et pourquoi ils conduiraient à l'abolition de la distinction du vrai et du faux, ou de celle entre l'opinion et le savoir. Certes, les sites internet et les productions de contenus sur les réseaux sociaux visent à attirer les consommateurs d'informations en les orientant vers ce qui est intéressant, curieux et étonnant plutôt que sur ce qui est vrai et justifié. Selon des statistiques récentes, les contenus faux mais surprenants se diffusent bien plus vite que les informations vraies. Mais le fait que l'on essaie de faire croire aux gens des bobards, et même qu'ils les croient, n'a jamais entraîné que la distinction entre le vrai et le faux disparaisse, ni que les gens soient incapables de faire la différence. Après tout, les producteurs de *fake news* font de gros efforts pour démontrer que leurs nouvelles sont vraies : ils donnent de prétendues preuves, ils font comme si les informations étaient vraies, et les récepteurs agissent en conséquence. Ainsi, dans la fameuse affaire dite du « *pizza gate* » où un idiot dangereux a cru au bobard selon lequel une pizzeria de Washington abritait un réseau pédophile tenu par Hillary Clinton et s'en est allé tirer au fusil dans l'établissement, il fallait bien qu'il croie vraie l'information, et agisse sur la base de celle-ci. Les consommateurs de nouvelles antisémites, racistes, xénophobes et autres complots n'ont aucune propension, ni intérêt, à traiter les soi-disant nouvelles qu'ils diffusent comme fausses, et ceux qui les reçoivent ne les considèrent pas comme des fictions. L'idéologie, comme la religion, a besoin de la notion de vérité, et ce n'est pas parce qu'il y a dans le cybermonde plus de faussetés que de sargasses dans la mer du même nom que la frontière du vrai et du faux disparaît.

De plus, la prolifération des *fake news* est-elle vraiment nouvelle ? À cette échelle, sûrement. Mais, comme on sait, il y a des siècles qu'elles sont là. À bien d'autres périodes

de l'histoire, rumeurs, propagandes, bobards, bourrage de crâne et canulars ont pris des tours endémiques sans pour autant qu'on devienne sceptique quant à l'existence de la vérité et la possibilité de la connaître, ou que la vérité s'en trouve dévaluée. Le phénomène des *fake news* (*infecta*) est même très bien décrit par le Poète, quand il raconte comment la *fama*, la rumeur, se répand autour des amours de Didon et Énée :

« *La rumeur, de tous les maux le plus véloce. Son mouvement fait force*

*Et sa marche accroît sa puissance. La peur la rend d'abord petite,*

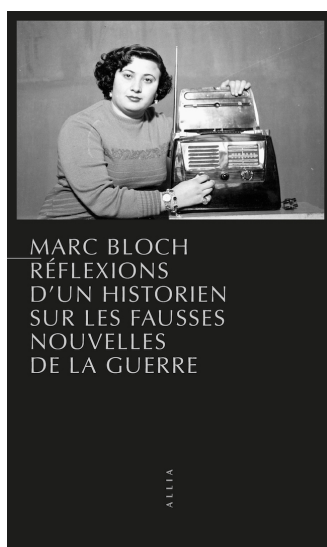
*Mais bientôt elle se dresse dans les airs, elle a les pieds sur la terre et plonge*

*Sa tête dans les nuages, ses pieds sont agiles, ses ailes sont rapides*

*C'est un monstre effroyable, gigantesque. »*

(*Énéide*, IV ,173-177, trad. Paul Veyne, Les Belles Lettres, 2013)

Thucydide rapporte que, durant la guerre du Péloponnèse, la rumeur se répandit à Athènes que les Spartiates avaient empoisonné tous les puits. Les déclarations du général Mercier pendant l'affaire Dreyfus, le silence sur les mutineries de 1917, les mises en scène nazies, les procès staliniens, le maccarthysme ou Colin Powell exhibant sa fiole à la tribune de l'ONU sont des mensonges d'État. L'espionnage, la propagande de guerre, les légendes urbaines et la propagation de fausses nouvelles en temps de guerre, analysés par Marc Bloch, dans un article passionnant opportunément réédité par Allia, anticipent les *fake news* et la cyberguerre d'aujourd'hui. L'échelle a changé, mais pas le phénomène. Les bandits, les maffiosi, les espions n'ont jamais cessé de mentir et de manipuler la vérité, mais ils savent par où elle passe ou ne passe pas : comment tiendraient-ils autrement leurs comptes en banque et les serments sur la base desquels ils ont établi leurs commerces ?



La tromperie, les falsifications, les rumeurs et les mensonges ne sont donc pas des nouveautés, et en ce sens la notion de « post-vérité » est bien naïve, si elle laisse supposer

qu'il y aurait eu, avant les épisodes récents, une époque bénie où la vérité et la véracité étaient la règle du discours journalistique et public, et qu'on la respectait. En revanche, il est clair qu'un changement profond a eu lieu dans le style du discours politique, dont Trump est sans doute le signe le plus visible. Son mode de communication, qui passe par Twitter, qui consiste à insulter et à harceler systématiquement ses adversaires, et la manière qu'il a de faire des mensonges éhontés, ont fait qu'il est devenu le symptôme le plus net de l'invasion du discours public par ce que le philosophe Harry Frankfurt a appelé le *bullshit*, la foutaise : dire n'importe quoi, sans se préoccuper de savoir si c'est vrai ou faux, factuel ou non (*On Bullshit*, 2005, trad. fr. *De l'art de dire des conneries*, 10/18, 2006).

Trump n'est pas une exception, il est emblématique : le *bullshit* est devenu une caractéristique majeure du discours contemporain, présente dans la publicité, le journalisme, les médias et internet. Il ne s'agit plus d'affirmer, ou de proposer à croire, en donnant des raisons de ce que l'on avance, mais juste de dire, et d'occuper le terrain. Quand quelqu'un affirme quelque chose, et qu'on lui objecte, preuves à l'appui, que c'est faux, il est supposé retirer son assertion, ou la réviser. Mais cette règle simple a largement disparu, notamment chez les hommes politiques : ils sont prêts à dire ce qui leur passe par la tête, du moment que cela produit des effets utiles à leur entreprise. Ils ne demandent même pas, comme jadis les tribuns et les idéologues, qu'on les croie, mais juste que le doute, ou une adhésion molle, s'installe. Très intéressante est de ce point de vue la pratique du retweet, dans laquelle Trump est passé maître : un groupe d'internautes produit un bobard ; au lieu de lui donner un « *like* », ce qui vaudrait approbation, on se contente de le retweeter, pour le faire circuler, sans dire si on le tient pour vrai ou faux, et pour obtenir le bénéfice du doute. Comme le disait joliment Dany Carrel dans *Le pacha* (dialogues d'Audiard) : « *J'balance pas, j'évoque* ». Le *bullshit* n'est pas le mensonge, car le menteur se préoccupe de la vérité, s'il veut faire croire le faux. La foutaise traduit une véritable indifférence à l'égard de la vérité. En ce sens, comme l'a dit le philosophe Peter Pagin, Trump a acquis une place de choix dans l'histoire de l'assertion [3].

En troisième lieu, ce cynisme des politiques vis-à-vis du vrai et les mécanismes médiatiques qui le renforcent ont-ils un rapport direct avec la notion plus ou moins philosophique de « post-vérité » promue par les auteurs « postmodernes » ? Sans doute pas directement, car on ne peut pas soupçonner Trump ou Nigel Farage d'être des lecteurs assidus de Derrida, de Foucault, de Lyotard, ou même de Stanley Fish. Mais il ne fait pas de doute que le relativisme postmoderniste s'est répandu, après avoir été une doctrine typique de la gauche, chez les hommes politiques de droite : « les faits n'existent pas », « la presse raconte n'importe quoi », « pourquoi croire aux experts ? ». S'est-il répandu aussi dans l'opinion, voire dans l'esprit de notre époque, au point que l'on pourrait soutenir que nous serions dans un nouveau paradigme ou, pour parler comme Foucault, dans un nouveau « régime de vérité » ? C'est ici que les confusions deviennent rampantes.

La notion de « post-vérité », si elle est supposée désigner une attitude collective vis-à-vis de la vérité, peut vouloir dire plusieurs choses. Cela peut, d'abord, vouloir dire qu'on est devenu sceptique quant à la vérité elle-même, autrement dit qu'on tient qu'elle n'existe pas, ou qu'elle est inconnaissable. Cela peut vouloir dire ensuite qu'on doute de la valeur

de la vérité, soit qu'on doute qu'elle mérite d'être respectée, soit qu'on la tienne pour inutile ou nuisible. Cela peut vouloir dire aussi qu'on doute de la valeur et de l'efficacité de la *véracité*, qui n'est pas la vérité, mais le fait de *dire* le vrai, de ne pas mentir ou d'être sincère. La confusion, entretenue par des philosophes aussi éminents que Foucault, entre le dire vrai et le vrai, est fréquente. Il y a peu de chances pour que nos politiques, ou l'opinion elle-même, soient devenus sceptiques quant au vrai ou à sa valeur, si cela veut dire qu'ils n'admettent plus la notion *factuelle* ordinaire de vérité. Si fantasmagoriques que soient certaines allégations de Trump et d'autres, ces gens font la différence entre le vrai et le faux, même s'ils ont intérêt à ne pas reconnaître les vérités qui les gênent.

Il y a peu de chances aussi pour que la vérité au sens ordinaire soit considérée comme inutile ou cesse d'avoir de la valeur : tout le monde ou presque souhaite savoir l'état de sa santé ou de son compte en banque. Les producteurs de *fake news* eux-mêmes et les menteurs ont besoin de la vérité. Même si une bonne partie de ce que ce que l'on appelle « post-vérité » désigne le règne de l'opinion, à la fois au sens où chacun estime avoir un droit absolu à exprimer la sienne et au sens où elle devient dominante, la distinction entre l'opinion et la vérité ne disparaît pas. Certains postmodernes, comme Baudrillard, ont brodé sur l'idée qu'avec le monde des médias la distinction entre le réel et la fiction disparaîtrait et qu'on se retrouverait dans une sorte de vaste *Matrix* ou de rêve de Zuhangzi rêvant qu'il est un papillon rêvant qu'il est un papillon, mais cette idée est elle-même une fiction : la télé-réalité a beau être de la « réalité », elle n'en est pas moins de la télé, et tout le monde le sait. De même, la post-vérité a beau être post, elle n'en est pas moins vérité.

La notion de post-vérité n'est donc, pour l'essentiel, qu'un faux-semblant, si elle implique que la vérité elle-même – la propriété ou la chose – serait tenue comme n'existant pas et n'ayant aucune valeur. Il est très douteux que les philosophes postmodernes – à supposer qu'ils croient eux-mêmes être venus à bout de la notion usuelle de vérité factuelle et de la définition classique de la vérité comme correspondance aux faits – soient parvenus à en convaincre l'humanité. En revanche, le scepticisme quant à la valeur de la *véracité*, du *dire vrai*, de la *sincérité*, à la fois dans le domaine politique et en général, est bien réel, mais il n'est pas nouveau. Il a un fond aristotélicien – dans le domaine de l'action, et donc du politique, on ne délibère pas de la même façon que dans le domaine de la connaissance – et un fond machiavélien – dans le domaine politique, le mensonge du Prince peut être au service du bien de la République. À cela s'ajoute le thème hobbesien décisionniste – *auctoritas, non veritas, facit legem*, que reprisent Carl Schmitt et Leo Strauss, ce dernier étant l'un des inspireurs des néo-cons. Les néo-machiavéliens et néo-straussiens (ou néo-schmittiens) ont tôt fait de dénoncer la naïveté de ceux qui soutiennent que nous serions entrés dans l'ère de la post-vérité. Le mensonge, nous disent-ils, la propagande, la manipulation de l'opinion, et même la duplicité des gouvernants, ont non seulement toujours fait partie de l'action politique, mais sont la plupart du temps des instruments parfaitement légitimes pour le bien de la cité. Prétendre revenir à l'innocence et à la sincérité, c'est faire preuve d'un idéalisme et d'un angélisme que même Rousseau et Kant n'auraient pas soutenu.

Quand on entend discuter des relations entre vérité et politique, on se réfère en général au célèbre article éponyme d'Hannah Arendt de 1967 (in *La crise de la culture*, trad. fr. Gallimard, 1972), qui reprend la thèse aristotélicienne en excluant les vérités de raison

ou philosophiques de la politique. L'article d'Arendt est subtil, bien que souvent obscur, ne distinguant pas toujours clairement vérité et véricité, vérité et connaissance de la vérité. Mais à aucun moment elle ne chasse la vérité du domaine politique, du moins au sens de la vérité factuelle, sans laquelle la démocratie ne pourrait vivre. Elle cite Clemenceau à qui on demandait quelles seraient les positions des historiens sur les responsabilités de l'Allemagne dans la Première Guerre, et qui répondit : « Ça, je n'en sais rien, mais ce dont je suis sûr, c'est qu'ils ne diront pas que la Belgique a envahi l'Allemagne. »



Manifestation (2017) © Cody Williams/CC

Manuel Cervera-Marzal entend s'inspirer des leçons d'Arendt dans son petit volume au titre provocateur. Vive, nous dit-il, internet qui libère la parole de ceux qui en étaient privés. La post-vérité n'est un épouvantail que pour ceux qui veulent garder le pouvoir, intellectuels et dominants. Jamais, nous dit-il, la vérité n'a été au service du peuple, et c'est tant mieux. Par conséquent, plus il y a de post-vérité, mieux c'est, car les illusions que charrie cette idée sont pires que ce qu'elle entend dénoncer. La politique est par essence conflit, et le peuple n'en a pas besoin. On s'épargnera la lecture de ce libelle confus, qui ne va guère au-delà du machiavélisme vulgaire.

Le livre de Maurizio Ferraris, paru en italien en 2017, offre un diagnostic plus intéressant. Il propose, comme [Nietzsche](#) dans *Généalogie de la morale*, trois « dissertations ». Dans la première, il soutient, non sans de bons arguments, qu'il y a une relation étroite entre le postmodernisme et la post-vérité. Ce sont, nous dit-il, les philosophies radicales de l'Occident, et au premier chef celle de Nietzsche, qui ont fait de la vérité une illusion, et une manifestation de l'autorité et de la volonté de puissance. Le déclin de l'autorité dans la démocratie aurait produit celui de la vérité. Pour finir, les idées postmodernes se seraient répandues dans la culture, les médias, la politique. Comme je l'ai indiqué, je suis d'accord sur le fait que la contestation de la vérité dans le domaine de la connaissance, notamment scientifique, avec la montée du relativisme, a joué un rôle non négligeable dans la dévalorisation de la notion scientifique et philosophique de vérité. Mais je doute que ces développements, qui sont indéniables, aient réellement menacé l'idée de vérité proprement dite, celle de tous les jours, même s'ils ont introduit du soupçon sur sa valeur et celle de la véricité. Ou, plus exactement, ils ont introduit une



méfiance vis-à-vis de ceux qui s'en réclament, ce qui n'est pas la même chose, et une oscillation caractéristique du public, qu'avait bien notée Bernard Williams, entre rejet des experts et soif de vérité (quant aux dangers des médicaments ou de la technologie, par exemple).

Dans sa deuxième dissertation, Ferraris propose, pour rendre compte de la révolution d'internet et des séismes qu'elle a fait subir à l'information et à la culture, sa théorie de la « documentalité » qu'il a développée ailleurs : notre univers est devenu celui des documents de toutes sortes, écrits, visuels, virtuels, inscrits dans nos médias et notre cybermonde, et ces documents sont devenus, bien plus que les biens économiques et le capital, les enjeux du pouvoir et des échanges. Dans sa troisième dissertation, Ferraris aborde la question essentielle de toutes ces discussions sur la post-vérité : quelle place peut-il rester pour la vérité objective dans l'univers qui est devenu le nôtre ? Il rejette la thèse des postmodernes, qui ne nous laissent qu'une « *hypo-vérité* », c'est-à-dire une conception parfaitement sceptique ou « *soft* » de la vérité, réduite à la manifestation de l'opinion, aussi bien que celle des philosophes analytiques, qui, selon lui, défendent une conception parfaitement dogmatique et impossible du vrai comme correspondance avec les faits qu'il appelle « *hypervérité* » et rejette tout autant. Il est dommage qu'ici Ferraris s'accorde avec les postmodernes et les constructivistes qu'il prétend attaquer par ailleurs, quand il nous dit qu'il n'y a pas de vérité pure et indépendante de nos moyens de connaître.

Quand il nous dit par exemple : « *Que le sel soit du chlorure de sodium ou qu'il y ait eu des dinosaures ne dépend en rien de nous ni de nos schèmes conceptuels. Toutefois il peut subsister une dépendance technologique : il dépend de nous que soit élaborée la science de la chimie (elle aurait pu ne pas exister), qu'on ait trouvé des ossements, formulé des propositions, des classifications, des interprétations* » (p. 137), on ne voit pas trop ce qui le distingue des constructivistes. Que l'eau soit composée de deux atomes d'hydrogène et d'un d'oxygène est un fait, qu'on ait une chimie ou pas. Notre notation «  $H_2O$  » ne fait rien à l'affaire. Si c'est un fait, dur et net, que les Allemands ont envahi la Belgique en 1914 en violation de tous les traités, pourquoi faudrait-il douter que c'en est un ? Si c'est un fait, comme le soutient Stephen Hawking, que l'univers n'a pas de commencement, pourquoi ne pas le reconnaître, ou le nier si cela n'en est pas un ? Et, si c'est un fait que torturer gratuitement un être humain ou un animal est mauvais, c'est un fait. Ou pas. L'essai de Ferraris s'arrête là où commence ce que tous ces écrits sur la post-vérité ont négligé, une philosophie un peu consistante de la vérité, qui en analyse le concept et la nature. Si nous voulons résister au postmodernisme et à la post-vérité, il nous faudra bien une conception plus robuste, et plus métaphysique, de la vérité.

Arendt et les straussiens s'accordent curieusement sur un point avec la philosophie politique de [Rawls](#) – la seule vraie conception politique sérieuse de notre temps. Rawls soutient que la vérité, au sens des vérités de raison et des vérités normatives, celles qui portent sur le bien ou la vie bonne), n'a pas de place dans une démocratie pluraliste, où seul le consensus rationnel est possible. Mais c'est ici que la post-vérité, dont les grands penseurs que sont Rawls ou Habermas sont si proches dans le domaine métaéthique et métapolitique, trouve ses limites. Faut-il réellement mettre à l'écart, dans le contrat idéal proposé par Rawls, toute considération sur la vérité des conceptions de la vie bonne et

de la nature des faits moraux, et de la pertinence de ces faits dans la vie politique et sociale ? Cela ne me semble pas évident.

---

1. Dont j'ai rendu compte jadis dans *La Quinzaine littéraire*, n° 930, 16-09-2006.
2. Voir aussi, notamment, Myriam Revault d'Allonnes, *La faiblesse du vrai*, Seuil, 2018, ; Mayvonne Holzem (dir.), *Vérités citoyennes. Les sciences contre la post-vérité*, éd. du Croquant, 2019.
3. Voir [cet article](#). Je me permets aussi de renvoyer à mon article [« La leçon de philosophie de Donald Trump »](#), AOC, janvier 2019